

IN Magazine N° 175 - Septembre / Octobre 2017

10 septembre 2017

Dangereuse politique anti pauvres du gouvernement Macron

Dans une posture toute jupitérienne, Emmanuel Macron, le nouveau président des riches, des banquiers et des financiers, à peine élu, n'a rien trouvé de plus intelligent, au prétexte fallacieux de réduire les dépenses publiques, que d'attaquer les gueux (les sans-dents, aurait dit son prédécesseur) au porte-monnaie, en réduisant les aides au logement (APL, ALF et ALS) d'un misérable 5 e par mois.

Perçue d'emblée comme une mesure injuste, inefficace et contreproductive, elle constitue assurément pour ses initiateurs une faute politique majeure, aux effets ravageurs garantis.

En effet, une fois de plus, le gouvernement s'en prend aux plus démunis pour abonder les caisses de l'état de 140 millions d'euros, alors qu'au même moment il annonce une baisse de l'impôt sur la fortune pour les plus riches de 4 milliards d'euros.

Cette décision devrait concerner 6,5 millions de ménages dont 800 000 étudiants et aurait des conséquences néfastes sur leur pouvoir d'achat.

Alors que le nombre de mal logés ne cesse de croître, que le niveau des expulsions sans solution de relogement n'a jamais été aussi élevé, que le logement est le premier poste de dépense des ménages, le gouvernement entend encore une fois rogner sur les droits des locataires les plus démunis.

Pour une autre politique du logement véritablement sociale, il y a urgence tout d'abord à nous mobiliser pour empêcher l'adoption de la mesure.

Alors qu'il y a nécessité à réorienter les choix budgétaires vers le logement social tout en contribuant à l'aide à l'accession à la propriété, qu'il y a nécessité à réorienter les aides qui permettraient de baisser le niveau des loyers et ainsi améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, le gouvernement, par un décret du 20 juillet 2017, a décidé d'annuler 130 millions € de crédits et 185 millions € d'autorisations d'engagement destinés à l'amélioration de l'habitat. Ces financements devaient permettre notamment la construction de 12 000 logements sociaux (PLAI).

Toutes les mesures décidées par ce gouvernement, telles que la suppression de la

taxe d'habitation pour 80 % des ménages, la baisse de 13 milliards du budget des collectivités territoriales sur cinq ans, l'annulation de crédits à hauteur de 300 millions d'euros, nouvelle purge pour les collectivités et les services publics, la hausse de la CSG... portent atteinte, en restreignant leurs moyens, à la démocratie locale et aux consommateurs.

D'où la nécessité de participer aux initiatives qui iront dans le sens de la préservation des droits citoyens : Autant de raisons pour se mobiliser fortement le 12 septembre 2017 et au-delà, pour combattre la politique de régression sociale de ces néo-politiciens ni de gauche... ni de gauche.

Jean-Jacques Neyhouser, secrétaire national